

**DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
VILLE DE GUIDEL**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'An Deux Mille Dix Huit le Vingt Neuf Mai à 20 H 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la Présidence de Monsieur Jo. DANIEL, Maire.

Étaient également présents : F. Ballester, M. Foidart, D. Guillerme, F. Téroute, F. Hervé, J. Grévès, G. Thiery, AM Garangé, P. Guilbaudeau, L. Médica, L. Monnerie, D. Renouf, MF Guillemot, C. Jourdain, Z. Dano, S. Caroff, MC. Couf, MM Prévost, O. Huguet, R. Hénault, L. Detrez, M. Le Teuff, M. David, PY Le Grogne, C. Pecchia, V. Robin Cornaud

Absents excusés :

AM Goujon qui a donné procuration à Sonia Caroff

P. Cormier	«	«	à J. Daniel
A. Buzaré	«	«	à F. Ballester
JJ Marteil	«	«	à J. Grévès
P. Le Dro	«	«	à C. Pecchia
A. Boudios			

Secrétaire : Marylise Foidart

Date de la convocation : 23 Mai 2018

Date de l'affichage : 23 Mai 2018

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 27

Nombre de votants : 32

2018_52 : Création d'un comité technique commun entre la collectivité et les établissements publics rattachés (ESTRAN et CCAS) – Fixation du nombre de représentants du personnel et décision du recueil de l'avis des représentants des collectivités

Rapporteur : J. Daniel

a- Création d'un comité technique commun entre la collectivité et les établissements publics rattachés (ESTRAN et CCAS)

L'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 prévoit qu'un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents.

Ainsi, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et de plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Technique unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à 50 agents.

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité Technique unique compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité, du C.C.A.S. et de l'ESTRAN et dans la mesure où certains agents travaillent à la fois pour le CCAS et la mairie;

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels et contrats de droit privé au 1er janvier 2018 permettent la création d'un Comité Technique commun :

Envoyé en préfecture le 04/06/2018

Reçu en préfecture le 04/06/2018

Affiché le

ID : 056-215600784-20180529-201852-DE

- Ville : 123
- CCAS : 51
- l'ESTRAN : 4

- **Il est proposé au Conseil municipal de créer un comité technique unique compétent pour les agents de la collectivité, du CCAS et de l'ESTRAN.**

b- Fixation du nombre de représentants du personnel

Le décret 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs EPCI prévoit qu'au moins dix semaines avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le CT détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique.

Le décret prévoit néanmoins une limite, ainsi compte tenu de l'effectif au moins égal à 50 et inférieur à 350 il est prévu 3 à 5 représentants.

L'organisation syndicale réunie le 5 avril dernier a fait savoir qu'ils souhaitaient que le nombre de représentants soit maintenu à 5 représentants.

- **Il est proposé de maintenir le paritarisme numérique et de fixer ainsi à 5 le nombre de représentants du personnel (plus 5 suppléants) et à 5 le nombre de représentants de la collectivité.**

c- Recueil de l'avis des représentants des collectivités

L'avis du comité est émis à la majorité des représentants du personnel présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, l'avis du comité technique est réputé avoir été donné. La délibération mentionnée au II de l'article 1er peut prévoir le recueil par le comité technique de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement. La décision de recueillir cet avis peut également être prise par une délibération adoptée dans les six mois suivant le renouvellement de l'organe délibérant de la collectivité intervenant entre deux renouvellements du comité technique.

Dans ce cas, l'avis du comité est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis du collège des représentants de la collectivité et, d'autre part, l'avis du collège des représentants du personnel.

Chaque collège émet son avis à la majorité de ses membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix au sein d'un collège, l'avis de celui-ci est réputé avoir été donné.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis du Comité Technique Paritaire du 15 Mai 2018

VU l'avis de la Commission des finances, du personnel communal et des affaires économiques du 17 Mai 2018,

Envoyé en préfecture le 04/06/2018

Reçu en préfecture le 04/06/2018

Affiché le

ID : 056-215600784-20180529-201852-DE

DÉCIDE :

- de créer un comité technique unique compétent pour les agents de la collectivité, du CCAS et de l'ESTRAN
- de maintenir le paritarisme numérique et de fixer ainsi à 5 le nombre de représentants du personnel (plus 5 suppléants) et à 5 le nombre de représentants de la collectivité.
- De donner voix délibérative aux représentants de la collectivité

Adopté à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME,
GUIDEL, le 30 Mai 2018

Le Maire,
Joël DANIEL



Envoyé en préfecture le 04/06/2018

Reçu en préfecture le 04/06/2018

Affiché le

ID : 056-215600784-20180529-201852-DE